

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)
VALANT ACTE D'ENGAGEMENT (AE)**

Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

OBJET DU MARCHÉ
**CHERBOURG EN COTENTIN (50) – BASE NAVALE – Purge, élimination et rechargement
d'une butte de tir**

Montant du marché	<i>Se rapporter à la partie Acte d'engagement du présent document</i>
Imputation budgétaire	Mission défense
N° EJ	Voir courrier de notification
Numéro de marché	25UCBG049

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'élimination du sable d'une butte de tir située dans la base navale de Cherbourg-en-Cotentin, le rechargement et la reconstitution d'une nouvelle butte de tir.

ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ

La date prévisionnelle de commencement de la prestation est fixée au : mardi 28 octobre 2025 pour une durée prévisible de 2 jours.

Le début d'exécution du marché sera confirmé au titulaire par ordre de service.

La période de préparation n'est pas comprise dans la durée d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/travaux, les prestations ne nécessitent pas l'élaboration d'un calendrier d'exécution.

ARTICLE 3 – MONTANT DU MARCHÉ

Se référer à l'acte d'engagement ci-dessous.

ARTICLE 4 – INTERVENANTS

• Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est Monsieur l'Ingénieur Général de 2^{ème} classe Philippe BRISEMURE, Directeur du Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest.

• Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'USID de Cherbourg.

L'interlocuteur privilégié est :

M. Stéphan LUCBERT.

Tél. : 02 33 92 52 60

Courriel : stephan.lucbert@intradef.gouv.fr

• Titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne la ou les personne(s) physique(s) qui réaliseront les prestations. En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire en avise sans délai le

pouvoir adjudicateur et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Il propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes dans un délai de 15 jours maximum. Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé. Le pouvoir adjudicateur peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Dans ce cas, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

• Sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

Pour chaque sous-traitant les pièces suivantes doivent être fournies :

- la déclaration de sous-traitance DC4,
- Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : numéro unique d'identification (ou numéro SIREN),
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, et décennale pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances,
- un RIB si le sous-traitant a droit au paiement direct,
- une caution bancaire si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées (qualifications professionnelles ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé).

• Autres intervenants

Sans objet

ARTICLE 5 – PROCEDURE

Le présent contrat est un marché public en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- Pièces particulières
 - Lettre de notification, présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement et ses annexes éventuelles
 - Actes spéciaux de sous-traitance
 - Cahier des clauses techniques particulières
 - Offre technique du titulaire et devis

- Pièce générale :

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 7 - CONTROLE ET SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG travaux, le titulaire communique au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets.

ARTICLE 8 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/travaux, l'ensemble des documents prévus à cet article sera remis au plus tard à l'expiration du délai contractuel.

Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprend :

- les constats d'évacuation des déchets
- les bons de pesées des déchets

Les documents visés à l'article 40 du CCAG/travaux seront fournis, en un exemplaire papier et un exemplaire informatique sur le support clé USB. Les documents papiers validés seront scannés sous format .pdf, les plans sous format .pdf et .dwg microstation.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIERES

- **Forme des prix**

Les prix sont forfaitaires et unitaires.

- **Modalités de règlement des prestations**

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG/travaux, le règlement des comptes du marché se fait par facturation.

La remise de la demande de paiement intervient à minima tous les mois et au maximum tous les 3 mois, et est déposée sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La demande de paiement comprend :

- La facture : elle est numérotée et doit faire obligatoirement référence au numéro de marché et à l'intitulé de l'opération objet des prestations. Elle précise le n° d'engagement juridique indiqué dans la lettre de notification notifiée à l'entreprise, ainsi que le code du service exécutant. Elle fera figurer les références bancaires de l'entreprise.
- L'état liquidatif de la variation de prix : il mentionne les éléments suivants :
 - o le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la variation du prix
 - o le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la variation de prix
 - o le(s) coefficient(s) de variation accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination
 - o le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
 - o le montant TTC de la (des) revalorisation(s).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de calculer les révisions en cas de non présentation d'état liquidatif ou de corriger l'état liquidatif en cas de présentation.

Pour faciliter votre démarche sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>, les éléments suivants sont à utiliser :

- SIRET à utiliser pour le dépôt des factures sous CHORUS PRO : 110 002 011 00044
- Code de service exécutant (SE) : **D10711K035**
- Adresse de facturation à indiquer : SID Nord-Ouest, 1 rue du Garigliano, RENNES

Le représentant de l'acheteur établit le constat de service fait partiel, donnant lieu à un règlement partiel, en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Le règlement définitif du marché ne peut intervenir avant le constat de service fait total et la remise de la demande de paiement du solde.

A la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

A la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant de l'acheteur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

- **Variations de prix**

Les prix sont fermes.

ARTICLE 10 – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

Il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

ARTICLE 11 - PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURE DE SECURITE

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/Travaux.

11-1 - Accès aux emprises militaires (dont base navale)

Pour l'accès à la base navale, une demande d'accès est à formuler auprès du conducteur d'opérations dans les meilleurs délais

La délivrance des laissez-passer aux personnels des entreprises (titulaire, cotraitants, sous-traitants) est subordonnée à la déclaration préalable d'ouverture de chantier. Le modèle, sous la forme d'un fichier de type tableur Excel, sera délivré par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le fichier dûment complété (y compris page de garde scannée) sera transmis au représentant du pouvoir adjudicateur pour instruction.

Il est précisé, qu'après réception de la demande, les délais minimums de traitement des demandes d'accès sont les suivants :

- personnel de nationalité française : 12 jours ouvrés,
- personnel ressortissant de l'Union Européenne : 17 jours ouvrés,
- personnel hors ressortissant de l'Union Européenne : 30 jours ouvrés.

Après instruction, et sous réserve d'un avis favorable du bureau de sûreté :

- pour une intervention d'une durée supérieure à 3 mois, un badge nominatif d'identité sera fourni aux intervenants ;
- pour une intervention d'une durée inférieure à 3 mois, un badge visiteur libre sera remis aux intervenants à l'entrée sur site contre échange d'une pièce d'identité (CNI ou passeport). Ce badge devra être restitué à chaque sortie du site.

L'accès des personnes n'ayant pas l'autorisation de port d'un badge nominatif ou du badge visiteur libre est subordonné à minima à un accompagnement permanent par un personnel de l'entreprise ayant un badge nominatif.

Le personnel étranger est soumis au régime de l'accompagnement permanent par du personnel de l'encadrement de l'entreprise.

11-2 – Consignes particulières au lieu d'exécution

Le titulaire devra respecter les horaires de travail du port militaire de Cherbourg, à savoir :

- 8h00 à 17h00 du lundi au vendredi.

Lorsque le titulaire souhaite appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail.

ARTICLE 12 - MESURE DE PREVENTION – MESURES PARTICULIERES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE AU TRAVAIL

L'opérateur économique atteste avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un

organisme du ministère des Armées, et s'engage, en ce qui le concerne, à s'y conformer.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, il reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur ; il s'engage à faire connaître à celui-ci les informations prévues dans l'arrêté.

Il s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

L'inspection du travail des armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

L'organisme utilisateur est la Compagnie de Fusiliers Marins Le Goffic – 50115 Cherbourg-en-Cotentin Cedex.

Le médecin de prévention de l'organisme utilisateur est le Médecin de prévention du S.I.S.T.M – 106 rue des Vindits – CS 50095 – 50115 CHERBOURG-EN-COTENTIN CEDEX.

Il est rappelé que le sable à éliminer est chargé d'éléments tels que le plomb et l'antimoine. Le prestataire prendra les précautions nécessaires pour protéger les intervenants.

ARTICLE 13 – RELATIONS AVEC LES DIFFERENTS INTERVENANTS – INTERVENTIONS SUR SITES

Le personnel chargé des opérations et prestations doit connaître et appliquer scrupuleusement les règles d'hygiène et de sécurité du travail.

Afin de ne pas créer de gêne dans certains services, certaines interventions ou prestations pourront être, exceptionnellement, effectuées pendant les périodes non œuvrées.

Avant le début de chaque opération, l'intervenant doit systématiquement se

présenter au responsable de l'exploitation du matériel.

Le titulaire est réputé avoir apprécié l'état du parc, la disparité géographique des implantations, toutes les difficultés pouvant surgir lors de l'exécution des prestations, des formalités et des difficultés d'accès aux sites, etc.

Le titulaire établit les mesures de prévention correspondant à la prise en compte des risques liés à ses prestations et interventions.

Une visite des lieux aura lieu avant intervention en présence du représentant de l'administration. Elle aura pour objet de traiter les risques particuliers liés aux travaux en hauteur, aux interventions sur ou près des installations électriques et aux manutentions. Les prescriptions particulières de sécurité qui s'imposent seront alors arrêtées.

Les points suivants sont notamment abordés :

- transmission des consignes de sécurité,
- sécurité des personnels vis à vis de l'amiante,
- fourniture des listes de personnel possédant les aptitudes et les habilitations nécessaires pour mener à bien ces prestations,
- présentation des registres de contrôles réglementaires des matériels mis en œuvre sur le chantier.

Elle se conclut par la rédaction d'un plan de prévention.

Aucune prestation ne doit être entreprise avant que la visite n'ait été réalisée et que le plan de prévention n'ait été visé et diffusé.

Ni l'unité de soutien de l'infrastructure de la Défense de Cherbourg ni l'établissement où doivent s'effectuer les prestations ne fourniront de concours au titulaire pour les travaux de montage, de manutentions ou lors des essais.

Pendant toute la durée des prestations, les activités des sites soutenus sont maintenues. Par conséquent, le titulaire doit prendre toutes les dispositions et moyens nécessaires afin de

maintenir l'alimentation électrique de tous les bâtiments et équipements.

Toutes les coupures électriques nécessaires au titulaire, dans le cadre de ses prestations, sont soumises, avec un préavis de 72 heures, à l'accord de l'unité de soutien de l'Infrastructure de la Défense de Cherbourg ainsi que de l'établissement.

ARTICLE 12 – PRESTATIONS DUES PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ

L'opérateur économique aura à sa charge l'intégralité des moyens nécessaires au bon déroulement des prestations, notamment :

- la mise à dispositions des matériels et engins de manutention,
- la fourniture de tous les équipements de protection individuelle nécessaires (gants, casques, harnais de sécurité, etc.),
- la fourniture de tous les outillages nécessaires aux prestations.

La proposition du titulaire est réputée fixée dans les limites définies ci-dessus.

ARTICLE 14 – PRESTATIONS DUES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE AUX AUTRES ORGANISMES

L'opérateur économique aura à sa charge l'intégralité des moyens nécessaires au bon déroulement des prestations, notamment :

- la mise à dispositions des matériels et engins de manutention,
- la fourniture de tous les équipements de protection individuelle nécessaires (gants, casques, harnais de sécurité, etc.),
- la fourniture de tous les outillages nécessaires aux prestations.

La proposition du titulaire est réputée fixée dans les limites définies ci-dessus.

ARTICLE 15 – PENALITES

Par dérogation aux articles 19.2.1 à 19.2.4 et 36.2.3 du CCAG/Travaux, les pénalités sont appliquées comme suit, sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant total du marché. Au-delà, les pénalités de retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire.

Le titulaire encourt un abattement sur la facture au titre des pénalités calculées comme suit : $P = (V \times R) / 100$ dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = nombre de jours de retard calculé en jours calendaires.

Autres pénalités :

- Retard dans la remise de document à fournir : 50 € par jour calendaire de retard
- Retard dans la production des éléments de contrôle et suivi des déchets de chantier mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG/Travaux : 300 € par jour calendaire de retard. Le montant n'est pas plafonné dans les conditions ci-dessus.
- Absence à une réunion : 100 € par absence

ARTICLE 16 – NEGOCIATION

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales (les offres initiales sont alors considérées comme les offres finales) sans négociation ou de recourir à la négociation (les offres finales seront transmises à l'issue de la négociation).

ARTICLE 17 – DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;

- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 et suivants du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement. Plus d'informations sont disponibles, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/pour-les-declarants/>

ARTICLE 18 – ASSURANCES

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG/travaux, le candidat retenu doit justifier avant la notification du marché, être titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS

Les articles du CCAG applicable auxquels il est dérogé sont les suivants :

Articles présent CCAP	Articles CCAG-Travaux
2	18.1.1
2	28.2
4	3.6.1.2
6	4.1
8	40
9	10.2
9	19
10	4.2
15	19.2.1 à 19.2.4, 36.2.3
18	8.1.3

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

L'objet du présent CCP est :

- L'élimination du sable de la butte de tir d'un volume d'environ 50 mètres cubes,
- Le rechargement et la reconstitution d'une nouvelle butte de tir.

1-1- Consistance des prestations

1-1-1 Généralités

Les prestations à réaliser au titre du présent marché comprennent :

- L'analyse du sable de la butte afin de déterminer sa destination d'élimination,
- Le chargement du sable sur site, y compris toutes sujétions (engins de manutentions et de chargement adaptés, camions de transports, mesures d'hygiène et de sécurité, ...),
- La fourniture et rechargement en sable de la butte de tir,
- Le transport du sable vers un centre agréé,
- L'élimination du sable en centre agréé, y compris fournitures des bordereaux de suivi de déchets et des bons de pesée.

1-1-2 Analyse des sables

Le prestataire prévoit l'analyse du sable pour le destiner dans les filières d'élimination les plus appropriées.

La stratégie d'échantillonnage est de la responsabilité du prestataire.

Pour la butte en place, des prélèvements pourront être réalisés à 0.3 ; 1.40 et 2.5 mètres de haut sur la ligne de tir et entre deux lignes de tir. Ces six prélèvements seront effectués sur plusieurs profondeurs.

Ces sables sont déjà caractérisés par deux Installations de Stockage de Déchets Dangereux et possèdent leur Certificat d'Acceptation Préalable.

A titre d'information, lors d'un précédent enlèvement, pour une butte de sable provenant du même stand, l'analyse avait donné les résultats présentés ci-dessous :

USID Cherbourg		S1 Cherbourg	S2 Cherbourg	S3 Cherbourg
Paramètres	Unités			
Matière sèche	% P.B.	98,4	98,2	99,1
pH	-	9,1	9,1	8,9
COT	mg/kg M.S.	84	140	140
Indice Phénol	mg/kg M.S.	n.d	n.d	n.d
Fraction soluble	mg/kg M.S.	0,0-1000	0,0-1000	0,0-1000
Chlorures	mg/kg M.S.	2,2	6,4	28
Sulfates	mg/kg M.S.	n.d	n.d	n.d
Fluorures	mg/kg M.S.	1,2	1,1	1,4
METAUX SUR BRUT				
Arsenic (As)	mg/kg M.S.	1,4	1,3	1,2
Cadmium (Cd)	mg/kg M.S.	n.d	n.d	n.d
Chrome (Cr)	mg/kg M.S.	2,3	2,6	6,2
Cuivre (Cu)	mg/kg M.S.	30	5,7	27
Mercurure (Hg)	mg/kg M.S.	n.d	n.d	n.d
Nickel (Ni)	mg/kg M.S.	1,2	1,4	1,3
Plomb (Pb)	mg/kg M.S.	330	100	390
Zinc (Zn)	mg/kg M.S.	8,3	5,9	7,2
METAUX SUR LIXIVIAT				
Antimoine (Sb)	mg/kg M.S.	0,83	0,3	0,47
Arsenic (As)	mg/kg M.S.			
Baryum (Ba)	mg/kg M.S.	n.d	n.d	n.d
Cadmium (Cd)	mg/kg M.S.			
Chrome (Cr)	mg/kg M.S.	n.d	n.d	n.d
Cuivre (Cu)	mg/kg M.S.	0,022	n.d	0,037
Mercurure (Hg)	mg/kg M.S.			
Molybdène (Mo)	mg/kg M.S.	n.d	n.d	n.d
Nickel (Ni)	mg/kg M.S.			
Plomb (Pb)	mg/kg M.S.	0,16	n.d	0,14
Sélénium (Se)	mg/kg M.S.			
Zinc (Zn)	mg/kg M.S.	0,34	n.d	n.d

1-1-3 Chargement du sable

L'accès au stand de tir s'effectue par une rampe. Le portillon d'accès à cette rampe a une largeur de 2.76 mètres.

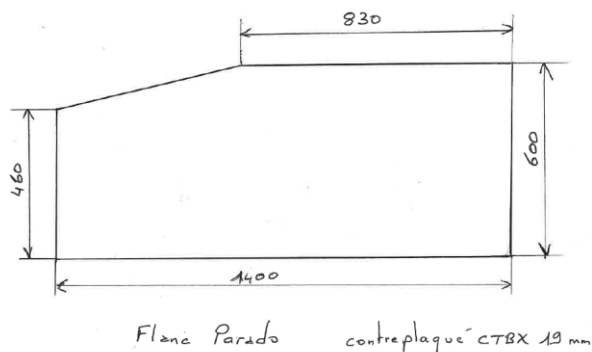
Des portes pliantes d'ouverture libre 4.50 mètres et de hauteur 3.15 mètres permettent l'accès à l'intérieur du stand de tir.

Le chargement dans le stand nécessitera le déplacement soigné des parados. Ces Parados ou portescibles seront préalablement vidés, à la pelle à main ou par une minipelle. Ils seront remontés et replacés après le rechargement en sable.

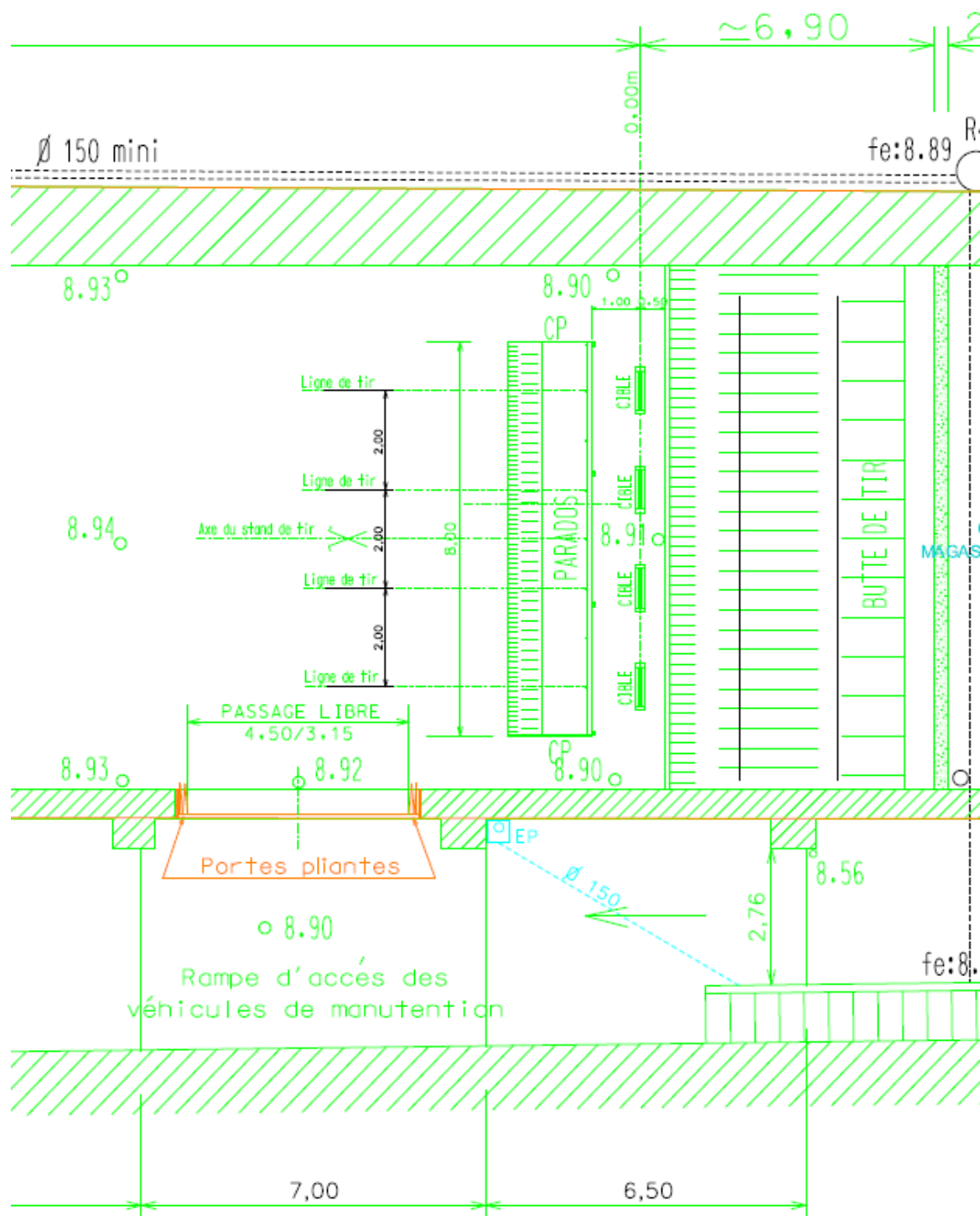
Ces parados sont assimilables à des caisses sans fond, au nombre de 4, de dimensions Lxlxh; 2000x1400x600 millimètres.

Suivant l'état de dégradation des parados, ils seront reconstitués par le prestataire. Pour ce faire, il sera fourni au titre du présent marché les éléments constitutifs des parados :

- Flanc des parados: nombre 4, en contreplaqué CTBX épaisseur 19 mm suivant plan ci-dessous



- Traverse en bastaing 150x50 traité classe 2 longueur 1960 mm nombre 4
- Solivette 175 x32 traitée classe 2, longueur 1960mm nombre 4
- Tasseau 60x 60 traitée classe 2, longueur 1960 mm nombre 4
- Tasseau 60x60 traitée classe 2, longueur 175 mm nombre 6
- Vis à bois tête fraisée diamètre 6*150 et 6* 80 nombre 50 de chaque



Le sable de la butte sera éliminé sur une épaisseur de UN mètre.

1-1-4 Transport du sable

Le prestataire assure les rotations pour transporter le sable jusqu'au lieu d'élimination. Une attention particulière est apportée à la prévention des envols.

1-1-5 L'élimination du sable

Le titulaire a à sa charge l'élimination ou le traitement des sables dans une filière agréée en fonction des résultats des analyses mentionnées au paragraphe 2.2.2.

Il devra remettre à l'administration tous les bordereaux de suivi afférents.

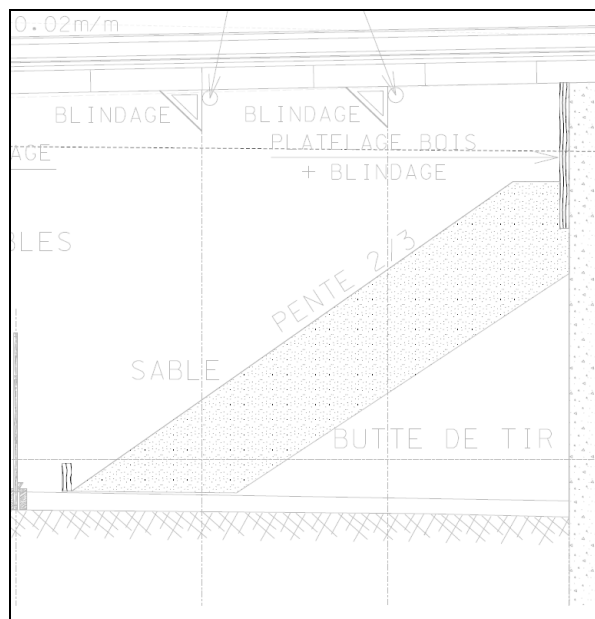
1-1-6 Rechargement de la butte de tir

Le rechargement sera constitué de sable de rivière lavé et roulé de granulométrie comprise entre 0.5 et 2mm ou équivalent. Il permettra la tenue du profil.

Le volume est estimé à 50 m³.

Les parados seront remplacés et réparés au besoin.

Profil de la butte de tir : largeur 5.3 m x hauteur 3.7 m sur une longueur de 10 m.



1-1-7 Planification

L'opération devra être réalisée le 28 et 29 octobre 2025.

1-1-8 Réduction des nuisances environnementales générées par le chantier

Le prestataire prend toutes les précautions pour que ses activités engendrent le minimum de nuisances sur l'environnement :

- Matériels thermiques bien réglés (rejet atmosphérique et bruit),
- Pas de fuites (égouttures) de lubrifiants ou de carburants.

Un kit anti-pollution sera disponible pendant les manutentions et les transports.

1-2- Contrôle, documentations, formation

1-2-1 Vérifications et contrôles réglementaires

Les engins de manutention, chargement et transport auront les autorisations d'usage pour ce genre d'opération.

Les personnels employés auront les qualifications et habilitations adaptées à ce type de prestations.

1-2-2 Bordereau de suivi de déchets

Les Bordereaux de Suivi de Déchets validés par l'éliminateur seront retournés à l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense de Cherbourg, accompagnés des bons de pesées.

ACTE D'ENGAGEMENT

Je soussigné (nous soussignés), [nom, prénom, fonction]

☐ Le signataire engage la société sur la base de son offre

☐ cocher si PME / PMI

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIRET et courriel afférent au compte E-attestations.]

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement

Mandataire du groupement¹

☐ cocher si PME / PMI

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIRET et courriel afférent au compte E-attestations.]

☐ cocher si PME / PMI

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie son numéro SIRET et courriel afférent au compte E-attestations.]

Dupliquer le cadre autant que nécessaire

NOTA : JOINDRE UN RIB

¹ Désigné dans l'acte d'engagement, le mandataire du groupement représente l'ensemble des membres du groupement et coordonne les prestations.

Après avoir pris connaissance du présent dossier et des documents qui y sont mentionnés ;

M'ENGAGE (nous ENGAGEONS) sans réserve, à exécuter les prestations ci avant au prix de :

.....euros H.T. (en chiffres),

soit (en toutes lettres)

soit :euros T.T.C. (en chiffres).

Décomposé comme suit :

- **Partie forfaitaire :** euros H.T , soit Euros T.T.C
- **Partie unitaire :** euros HT, soit Euros T.T.C

REPARTITION DES PRESTATIONS² (EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT) :

Désignation des membres du groupeement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupeement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Le **délai de validité des offres est de 120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par les modalités de la consultation.

² Les membres du groupeement conjoint indiquent dans le tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

Je (nous) déclare (déclarons) sur l'honneur, en application de l'article L.2141 du code de la commande publique :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

Je (nous) m'engage (nous engageons) à faire réaliser la mission par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin.

Fait en un seul original

A, le

Mention "Lu et approuvé"

Cachet(s) et signature(s) du(des) cocontractant(s) habilité(s)
à engager la société

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Rennes, le

L'ACHETEUR (Représentant du pouvoir adjudicateur)

Notification électronique³ le

³ Joindre l'accusé de réception électronique au fichier informatique relatif à l'acte d'engagement.